

## **ÉNERGIE SAGUENAY**

# **PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE LIQUÉFACTION DE GAZ NATUREL À SAGUENAY**

**Deuxième partie de l'audience publique du BAPE**

**Commentaire**

**présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**

**par**

**Antoine Pouliot ing. jr, M.Sc.**

**21 octobre 2020**

Au président, M. Denis Bergeron  
Au commissaire, M. Laurent Pilotto

Bonjour, je m'appelle Antoine Pouliot et j'écris aujourd'hui pour signifier mon opposition au projet de GNL-Québec. Je suis ingénieur junior. Je suis un spécialiste des sciences appliquées. Je les utilise à tous les jours pour réaliser différents projets et pour contribuer à façonner la société de demain. Mon travail consiste, entre autres, à appliquer les recommandations contenues dans des rapports, qu'ils soient rédigés par des ingénieurs ou par d'autres scientifiques. Dans le domaine de la science du climat, c'est le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui est la référence. Ce panel de spécialistes créé en 1988 relève de l'ONU et fonde ses évaluations objectivement sur des publications scientifiques largement reconnues. En octobre 2018, le GIEC publiait un rapport dévastateur affirmant que :

- Le réchauffement planétaire atteindra 1,5 °C entre 2030 et 2052 s'il continue d'augmenter au rythme actuel.
- Dans les trajectoires qui limitent le réchauffement planétaire à 1,5 °C [...], les émissions anthropiques mondiales nettes de CO<sub>2</sub> [...] atteignent un bilan nul vers 2050.
- Les trajectoires qui limitent le réchauffement planétaire à 1,5 °C [...] exigeraient des transitions rapides et radicales dans les domaines de l'énergie, de l'aménagement des terres, de l'urbanisme, des infrastructures [...] et des systèmes industriels.
- Les mesures d'atténuation annoncées par les pays au titre de l'Accord de Paris [...] ne parviendraient pas à limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C.

Le 10 septembre 2018, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, affirmait qu'il nous restait deux ans pour agir et pour éviter « des conséquences désastreuses pour les humains et les systèmes naturels qui nous soutiennent ». Deux ans plus tard, rien n'a changé mis à part la pause économique exceptionnelle et temporaire. Pourtant, la pandémie que nous traversons nous démontre qu'il est possible de prendre des décisions rapides et audacieuses, basées sur la science, si toutes les sphères de la société se mobilisent ensemble.

Le projet GNL/Gazoduc causerait une augmentation de 1 milliard de tonnes de gaz à effet de serre sur 25 ans, soit l'équivalent des émissions de 200 millions de voitures. En temps de crise climatique, ce projet est d'une absurdité sans nom. De plus, il a été démontré que sur l'ensemble de son cycle, le projet de GNL-Québec annulerait en une année tous les efforts de réduction de GES du Québec faits depuis 1990 et empêcherait la transition complète et nécessaire vers les énergies renouvelables. Les nouveaux projets industriels devraient d'ores et déjà obligatoirement prouver leur "carbonneutralité", ce que la compagnie GNL-Québec n'a pas encore réussi à faire concrètement.

Il y a bien sûr la survie du béluga qui est menacée par l'augmentation du trafic occasionné par les méthaniers qui sillonneraient le Fjord. On parle de 320 passages de ces gigantesques navires (300 mètres de long) par année dans le Fjord, occasionnant un vacarme épouvantable pour ces créatures qui se basent sur leur sonar pour se nourrir. Étant moi-même plongeur dans le St-Laurent, je peux témoigner de la confusion que provoquent inévitablement des navires se trouvant parfois à des kilomètres et qui projettent leur bruit dans un média (l'eau) qui le conduit jusqu'à 4 fois plus rapidement que l'air. Il ne reste plus que 800 bélugas dans le Fjord et leur déclin est alarmant. Des chercheurs ont même demandé un moratoire sur l'augmentation du trafic pour assurer la survie de l'espèce.

Un autre de mes soucis a à voir avec la capacité des autorités à agir en cas de déversement. Selon des informations recueillies par Le Devoir, il n'existe pas d'équipe ni d'équipement d'intervention dans la région, afin de contenir un déversement d'hydrocarbures qui surviendrait dans le fjord du Saguenay, et notamment dans le parc marin du Saguenay–Saint-Laurent. Un méthanier peut transporter de 15 000 à 20 000 tonnes de fioul en guise de carburant et le Saguenay à son embouchure est reconnu comme étant notoirement difficile à naviguer. On ajoute à ça des conditions hivernales et on se retrouve avec tous les ingrédients pour une catastrophe comme on en connaît que trop.

Deux ans après la déclaration d'Antonio Guterres, il est temps pour le Québec de se ranger du bon côté de l'histoire et de dire non à ces projets délétères issus du siècle dernier. En tant qu'ingénieur junior, j'ai un devoir envers la protection de l'environnement et la sécurité du public et je vous implore de dire non à GNL-Québec.



Antoine Pouliot ing. jr, M.Sc.